


Procedure file

Informations de base		
BUD - Procédure budgétaire	2000/2145(BUD)	Procédure terminée
Budget rectificatif et supplémentaire 2/2000		
Sujet 8.70.60 Budgets annuels antérieurs		

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	BUDG Budgets		28/07/1999
		ELDR VIRRANKOSKI Kyösti	
	Commission au fond précédente		
Conseil de l'Union européenne	BUDG Budgets		28/07/1999
		ELDR VIRRANKOSKI Kyösti	
	Formation du Conseil	Réunion	Date
	Santé	2281	06/07/2000
Commission européenne	DG de la Commission	Commissaire	
	Budget		

Evénements clés			
06/06/2000	Vote en commission		Résumé
06/06/2000	Dépôt du rapport budgétaire	A5-0163/2000	
15/06/2000	Décision du Parlement	T5-0267/2000	Résumé
21/06/2000	Vote en commission		
21/06/2000	Dépôt du rapport budgétaire de la commission, 2ème lecture	A5-0192/2000	
23/06/2000	Publication de l'avant-projet de budget de la Commission	SEC(2000)1095	Résumé
29/06/2000	Publication du projet de budget du Conseil	09779/2000	Résumé
04/07/2000	Débat en plénière		
06/07/2000	Décision du Parlement	T5-0310/2000	Résumé
06/07/2000	Adoption du projet du budget par le Conseil		

06/07/2000	Fin de la procédure au Parlement		
02/10/2000	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques

Référence de procédure	2000/2145(BUD)
Type de procédure	BUD - Procédure budgétaire
Sous-type de procédure	Budget
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 272
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	BUDG/5/12843; BUDG/5/12827

Portail de documentation

Rapport budgétaire déposé, 1ère lecture	A5-0163/2000 JO C 067 01.03.2001, p. 0059	06/06/2000	EP	
Avis du Parlement sur les prévisions/orientations budgétaires	T5-0267/2000 JO C 067 01.03.2001, p. 0174-0276	15/06/2000	EP	Résumé
Rapport budgétaire déposé, 2ème lecture	A5-0192/2000 JO C 121 24.04.2001, p. 0009	21/06/2000	EP	
Avant-projet de budget de la Commission	SEC(2000)1095	23/06/2000	EC	Résumé
Projet de budget du Conseil	09779/2000	29/06/2000	CSL	Résumé
Texte budgétaire adopté du Parlement	T5-0310/2000 JO C 121 24.04.2001, p. 0161-0348	06/07/2000	EP	Résumé

Acte final

[Budget 2000/566](#)
[JO L 247 02.10.2000, p. 0001](#) Résumé

Budget rectificatif et supplémentaire 2/2000

La commission des budgets du Parlement européen a adopté à l'unanimité le rapport de M. Kyösti Tapio VIRRANKOSKI sur l'état prévisionnel supplémentaire du Parlement européen pour l'exercice 2000 sur lequel le Bureau du Parlement doit statuer le 13 juin 2000 (en principe conformément à la décision de la commission des budgets du 6 juin). Cet état prévisionnel supplémentaire 2/2000 vise à octroyer au Parlement un montant supplémentaire de 15 millions d'EUR pour l'acquisition de biens immobilier (poste 206 du budget). Le nouveau montant de ce poste serait dès lors de 49.576.000 EUR au lieu de 34.576.000 EUR actuellement. Dans son exposé des motifs, la commission des budgets rappelle que la marge disponible à la rubrique 5 des perspectives financières ("dépenses administratives") pour l'exercice 2000 se chiffre à 90,7 millions d'EUR. Le rapport souligne que la politique du Parlement a toujours consisté à réduire au minimum la charge globale des intérêts afférente à la politique immobilière. Dans les contrats que le Parlement a signés, il a en particulier toujours réclamé une clause lui permettant d'effectuer des remboursements anticipés. Cette politique a porté ses fruits puisque grâce à ces paiements anticipés, la charge annuelle des intérêts a pu être réduite de 85 millions d'EUR. Étant donné que la marge disponible à la rubrique 5 des perspectives financières permettait au Parlement d'effectuer un nouveau remboursement anticipé en l'an 2000, la commission des budgets adopte aujourd'hui la proposition du Bureau du PE consistant à ajouter 15 millions d'EUR au poste 206 du budget. Le rapport rappelle également que le paiement anticipé permettra une économie annuelle de quelques 2,2 millions d'EUR sur une période de 10 ans.?

Budget rectificatif et supplémentaire 2/2000

Le Parlement européen a adopté sans débat le rapport de M. Kyösti Tapio VIRRANKOSKI (ELDR, FIN) sur l'état prévisionnel supplémentaire pour l'exercice 2/2000. Ce faisant, il demande l'ajout de 15 millions d'EUR supplémentaires à l'article 206 du budget ("acquisition de biens immobiliers") dont le montant passe ainsi de 34.576.000 EUR à 49.576.000 EUR.?

Budget rectificatif et supplémentaire 2/2000

OBJECTIF : présentation d'un avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire 2/2000 concernant les sections I (Parlement) et II (Conseil) du budget CE. CONTENU : La Commission présente un avant-projet de budget rectificatif et supplémentaire 2/2000 concernant les sections I (Parlement) et II (Conseil) du budget. - En ce concerne le Parlement européen, la Commission expose les éléments qui visent à justifier le renforcement du poste budgétaire 206 du budget du PE. Ainsi, la politique du Parlement en matière d'immeubles consiste depuis plusieurs années à acquérir les immeubles qu'il occupe sur ses 3 lieux de travail (Luxembourg, Strasbourg et Bruxelles) et à en assurer le financement sur une période aussi brève que possible afin de réduire les charges immobilières dans son budget. Depuis 1993, le Parlement a même procédé à des paiements anticipatifs sans pénalités afin d'accélérer le remboursement de ses immeubles, paiements anticipatifs, rendus possibles par 2 budgets rectificatifs et supplémentaires (1996 et 1998) et par des économies du Parlement sur son budget propre. De 1993 à fin janvier 2000, le total des paiements anticipatifs se situe à 686 mio d'EUR, avec les conséquences suivantes : 1) pour le contribuable européen, le coût du financement du Parlement s'en trouve réduit (la charge des intérêts étant inférieure); 2) pour la catégorie 5 "Dépenses administratives" des perspectives financières, les besoins budgétaires annuels du Parlement s'en trouvent limités (sans cela, le budget annuel du PE devrait être augmenté annuellement de 85 mio d'EUR); 3) pour le budget de l'Union, ces paiements anticipatifs ont laissé au Parlement une marge pour prendre en charge le coût du statut des députés (voir INI/1998/2165) tout en maintenant la part de son budget dans les dépenses administratives aux environs de 20%. À plusieurs titres, le Parlement se trouve dans une situation particulière par rapport aux autres institutions communautaires : il se trouve contraint d'exercer son activité sur 3 lieux de travail (soit une augmentation budgétaire pour le PE de 12% chaque année) et le nombre de ses Membres risque d'augmenter sensiblement dans les années à venir avec les élargissements, ce qui implique un impact très important pour les budgets futurs de cette Institution, y compris sur le plan des acquisitions immobilières (nécessité d'anticiper les besoins en espace pour un nombre accru de Membres). En conséquence, la Commission propose de poursuivre la politique anticipative de financement des immeubles du Parlement dans ses 3 lieux de travail au fur et à mesure que les conditions continuent de le permettre. Un paiement d'avance de 15 mio d'EUR génère, en valeur courante, une économie en intérêts de 2,2 mio d'EUR sur 10 ans. Le budget du Parlement pour 2000 ne comportant pas de dotation pour répondre à ces besoins, il est proposé de renforcer les crédits du budget 2000 d'un montant de 15 mio d'EUR (au poste 206 du budget) pour poursuivre le financement des immeubles du Parlement. - En ce qui concerne le Conseil, le Comité des Représentants Permanents a adopté un état prévisionnel des recettes et des dépenses en vue d'un budget rectificatif et supplémentaire pour 2000 afin de tenir compte des besoins de cette Institution découlant du Sommet d'Helsinki (décembre 1999), en particulier renforcement de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense. En effet, les conclusions de ce Sommet prévoient, en attendant la mise en place de structures définitives, la création de structures intérimaires dès mars 2000. L'objet du budget rectificatif est précisément de tenir compte des conséquences financières de ces modifications en prévoyant 45 experts supplémentaires dans le domaine militaire et des bâtiments supplémentaires pour mener à bien ces nouvelles politiques (location d'immeubles à proximité du bâtiment Juste Lipse, aménagements divers et matériel informatique). Soit un total pour le budget rectificatif et supplémentaire du Conseil de l'ordre de 6,635 mio EUR.?

Budget rectificatif et supplémentaire 2/2000

En date du 29.06.2000, le Conseil a établi le projet de budget rectificatif et supplémentaire 2/2000, conformément à la proposition de la Commission. À cette occasion, le Conseil a souligné qu'un budget rectificatif et supplémentaire doit répondre, conformément à l'article 15 du règlement financier, à des circonstances "inévitables, exceptionnelles ou imprévues" et a rappelé l'engagement pris par le Parlement européen de maintenir son budget annuel au-dessous de la limite de 20% de la rubrique 5 des perspectives financières. À noter que suivant ce projet de budget rectificatif et supplémentaire (BRS) 2/2000, les dépenses de la rubrique 5 des perspectives financières augmentent pour un montant total de 21,635 Mio d'EUR (15 mio d'EUR pour le Parlement + 6,635 mio d'EUR pour le Conseil. Le montant à financer à charge des ressources propres doit être modifié en conséquence. Après ce BRS, la nouvelle marge budgétaire en-dessous du plafond de cette rubrique s'établit à 72,7 Mio d'EUR.?

Budget rectificatif et supplémentaire 2/2000

En adoptant le rapport de Kyösti VIRRANKOSKI (ELDR, FIN) , le Parlement européen approuve, sans le modifier, le projet de budget rectificatif et supplémentaire 2/2000.?

Budget rectificatif et supplémentaire 2/2000

OBJECTIF : arrêt définitif du BRS 2/2000. MEASURE DE LA COMMUNAUTÉ : 2000/566/CE, CECA, Euratom. CONTENU : le Parlement européen a définitivement arrêté le budget rectificatif et supplémentaire n°2/2000 de l'Union européenne conformément à sa résolution du 6 juillet 2000 (se reporter au résumé précédent).?